**ARRÊTÉ DE MISE EN POSITION DE DISPONIBILITE**

**POUR SUIVRE SON CONJOINT**

**DE CIVILITE PRENOM NOM**

MonsieurMadamele Mairele Présidentla Présidente,

Nom de la collectivité,

VU, le code général de la fonction publique, notamment ses articles L514-1 à 8,

VU, le décret n°86-68 du 13/01/1986 relatif aux positions de détachement, hors cadres, de disponibilité et de congé parental des fonctionnaires territoriaux et à l’intégration, modifié par le décret n°2019-234 du 27/03/2019 modifiant certaines conditions de la disponibilité dans la fonction publique, notamment son titre III,

SI AGENT A TEMPS NON COMPLETVU, le décret n°91-298 du 20/03/1991 modifié portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet,

VU, le décret n°2020-69 du 30/01/2020 relatif aux contrôles déontologiques dans la fonction publique,

VU, l’arrêté du 19/06/2019 fixant la liste des pièces justificatives permettant au fonctionnaire exerçant une activité professionnelle en position de disponibilité de conserver ses droits à l'avancement dans la fonction publique territoriale,

VU, la demande formulée par Civilité Prénom NOM, grade titulaire à temps non complet (h/35h) sollicitant sa mise en position de disponibilité pour suivre son conjoint, à compter du jj/mm/aaaa, pour une durée de      , (maximum de 3 ans renouvelable sans limitation sous réserve que les conditions soient toujours réunies)

VU, les justificatifs produits,

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** : Civilité Prénom NOM, GRADE titulaire à temps non complet (h/35h) est, sur sa demande, placée en position de disponibilité pour suivre son conjoint, à compter du jj/mm/aaaa, pour une durée de      .

**ARTICLE 2** : L'agent perd pendant la totalité de cette période ses droits à rémunération et cesse de bénéficier de ses droits à la retraite.

**ARTICLE 3** : L'agent, placé en disponibilité dans les conditions prévues par l’article 24 2° du décret n°86-68 du 13/01/1986 susvisé et sous réserve qu’il exerce une activité professionnelle en application des dispositions des articles 25-1 et 25-2 du décret précité et de l’arrêté en date du 19/06/2019 susvisé, peut conserver ses droits à l’avancement d’échelon et de grade dans la limite de 5 ans. La conservation des droits à l’avancement est subordonnée à la transmission annuelle des pièces justifiant de l’exercice d’une activité professionnelle, à l’autorité territoriale, avant le jj/mm/aaaa.(date définie par l’autorité territoriale et au plus tard le 1er janvier de chaque année suivant le premier jour de son placement en disponibilité).

**ARTICLE 4** : La demande de renouvellement ou de réintégration devra être présentée par Civilité Prénom NOM trois mois au moins avant le terme de la disponibilité qui lui est accordée.

**ARTICLE 5** : Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- L’agent comptable de la collectivité

- Monsieur le Président du Centre de Gestion,

- L’agent.

MonsieurMadamele Mairele Présidentla Présidente :

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,

- informe que le présent arrêté peut faire l’objet d’un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

|  |  |
| --- | --- |
| Notifié à l’intéressée  le ............................... | Fait à      ,  le ................................. |
| L’agent,  Prénom NOM | MonsieurMadamele Mairele Présidentla Présidente,  Prénom NOM |